



Investir dans le climat, investir dans la croissance

Résumé en français

Placer les économies sur une trajectoire de croissance tout à la fois résiliente, inclusive et durable est l'une des grandes priorités de notre époque. Partout dans le monde, les gouvernements sont sommés de relancer la croissance tout en améliorant les conditions de vie et en s'attaquant d'urgence au changement climatique, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris. Comme le montre le présent rapport, on peut stimuler la croissance économique, faire progresser la productivité et réduire les inégalités sans condamner la planète à continuer de rejeter de grandes quantités de gaz à effet de serre. Tout est dans la qualité de la croissance.

Moyennant des politiques et incitations idoines – à commencer par des réformes budgétaires et structurelles rigoureuses conjuguées à une action climatique cohérente – les gouvernements peuvent susciter une croissance qui atténue sensiblement les risques liés au changement climatique et a des retombées bénéfiques à brève échéance sur l'économie, l'emploi et la santé. En l'occurrence, comparée au maintien des politiques actuelles, l'application de telles politiques climato-compatibles peut accroître le PIB de 2.8 % en moyenne d'ici à 2050 dans les économies développées et émergentes du G20. Si l'on tient compte en outre des effets positifs de la prévention du changement climatique, l'effet net sur le PIB à l'horizon 2050 atteint presque 5 %.

Au cours de la prochaine décennie, il sera primordial d'investir dans des infrastructures modernes, intelligentes et propres pour assurer une croissance économique durable, d'autant que les infrastructures pâtissent en général d'un sous-investissement chronique depuis avant la crise financière. D'après les estimations présentées dans le rapport, entre 2016 et 2030, 6 300 milliards USD devront être investis annuellement en moyenne dans les infrastructures pour répondre aux besoins de développement dans le monde. Au cours de la même période, 600 milliards USD supplémentaires seront nécessaires chaque année pour rendre ces investissements climato-compatibles, ce qui est relativement peu au regard des gains de croissance, de productivité et de bien-être qui en découleront à court et long termes. Avec le temps, le surcoût d'investissement sera vraisemblablement compensé par les économies d'énergie permises par les technologies et infrastructures à faibles émissions.

De plus, le contexte budgétaire actuel offre une bonne occasion de passer à l'action. Dans beaucoup de pays, la faiblesse des taux d'intérêt a augmenté la marge de manoeuvre budgétaire, et dans ceux où cette marge est plus étroite, la fiscalité et les dépenses pourraient être optimisées pour que le renforcement de la croissance économique aille de pair avec un développement inclusif, bas carbone et résilient. Un bon alignement des politiques climatiques, budgétaires et d'investissement accentuera l'effet de mobilisation de l'investissement privé produit par les dépenses publiques.

Le financement constituera un facteur clé : des capitaux devront être mobilisés auprès de sources publiques et privées avec l'appui d'un large éventail d'instruments financiers adaptés à des infrastructures à faibles émissions et résilientes au changement climatique. Les institutions financières publiques devront être bien armées pour la transition, et le système financier devrait redoubler d'efforts pour évaluer correctement et prendre en compte les risques liés au climat. Les banques de développement et les institutions financières – multilatérales, bilatérales et nationales – ont toutes un rôle capital à jouer à cet

égard, non seulement en augmentant leurs prêts afin d'accroître les ressources disponibles, mais aussi en développant le financement vert dans les pays partenaires, y compris par le soutien au renforcement des capacités et de l'action publique.

La mise en place des politiques climatiques fondamentales est primordiale pour faire en sorte que toutes les incitations aillent dans le même sens. Il est indispensable d'accélérer la réforme des subventions inefficaces aux énergies fossiles et d'élargir la portée de la tarification du carbone, en accordant une attention particulière au suivi de l'impact et à la mise en commun de l'expérience des pouvoirs publics. Un recours accru aux marchés publics pour appuyer l'investissement dans les infrastructures à faibles émissions peut susciter des innovations industrielles et des modèles économiques novateurs par la création de marchés de pointe.

Parallèlement, il importe de garder à l'esprit que la croissance ne saurait être durable si elle n'est pas inclusive. Il faut conjuguer des politiques climatiques et d'investissement cohérentes et des politiques et réformes budgétaires et structurelles efficaces afin de faciliter la transition pour les entreprises et les ménages exposés, notamment dans les régions et les collectivités vulnérables. La transition doit être préparée sans tarder pour éviter aux sociétés de devoir gérer des actifs échoués dans les industries grosses consommatrices d'énergies fossiles et leur cortège de populations laissées pour compte.

Au-delà de la production et de la consommation d'énergie, des évolutions dans l'agriculture, la foresterie et d'autres secteurs utilisateurs de ressources foncières permettront d'accélérer les transformations nécessaires ailleurs dans l'économie. Il est nécessaire de préserver les stocks de carbone que renferment aujourd'hui les forêts tropicales et d'autres écosystèmes et d'améliorer la capacité d'absorption de carbone de ces écosystèmes chaque fois que cela est possible. La recherche-développement doit être sensiblement renforcée et suivie rapidement d'efforts de démonstration et de diffusion des avancées technologiques qui permettent de réduire ou d'éliminer les émissions de gaz à effet de serre dans le secteur énergétique, l'industrie et les transports, ainsi que d'améliorer les rendements agricoles et la résilience des cultures. En outre, la possibilité de parvenir concrètement à des « émissions négatives » à l'échelle voulue demeure très incertaine, bien qu'elle occupe une place importante dans la plupart des scénarios prévoyant la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris.

Enfin, la coopération internationale demeure cruciale pour la maîtrise des risques climatiques. En l'état, les contributions des pays à la réduction des émissions après 2020 ne cadrent pas avec l'objectif de limitation du réchauffement de l'Accord de Paris et doivent être renforcées rapidement. Il importera de soutenir l'action dans les pays en développement, non seulement pour favoriser l'atténuation, mais aussi pour améliorer la résilience et la capacité d'adaptation des pays confrontés aux plus graves défis climatiques. Les répercussions du changement climatique iront en s'amplifiant, même si les objectifs de l'Accord de Paris sont atteints. Des processus de décision flexibles et tournés vers l'avenir seront nécessaires pour renforcer la résilience face à ces risques. Il sera primordial de gérer les interdépendances entre les objectifs en matière de climat, de sécurité alimentaire et de biodiversité pour atteindre les Objectifs de développement durable et assurer une croissance solide à long terme.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.



[Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!](#)

© OECD (2017), *Investing in Climate, Investing in Growth*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/9789264273528-en